



Société anonyme au capital de 341.783,40 euros
Siège social : Parc d'Andron, Le Séquoia, 30470 Aimargues
330 265 323 RCS Nîmes

Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2014

établi conformément aux dispositions des articles L.451-1-2 III du code monétaire et financier et 222-4 et suivants du règlement général de l'AMF. Le présent rapport a été diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF.

1. Comptes consolidés

1.1. Etat consolidé de la situation financière

Montants en milliers d'euros	Notes	30/06/2014 (6 mois)	31/12/2013 (12 mois)
Actif			
Immobilisations incorporelles nettes	2.9	531	263
Immobilisations corporelles nettes	2.11	912	984
Écart d'acquisition net	2.10	853	853
Autres actifs financiers non courants		430	518
Impôts et taxes >1 an			0
Impôts différés actif		281	285
Total actif non courant		3 007	2 903
Stocks et en-cours		84	63
Créances clients et comptes rattachés		7 169	7 582
Impôts et taxes <1 an		143	184
Autres actifs courants		693	1 252
Actifs financiers courants	2.13		0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2.13	9 459	6 963
Charges constatées d'avance		653	608
Total actif courant		18 200	16 652
Total actif		21 207	19 555
Passif			
Capital et réserves	2.14		
Capital		342	342
Primes d'émission		4 422	4 422
Réserves		1 599	1 392
Actions Propres		-98	-415
Écarts de conversion		0	0
Résultat de l'exercice		623	457
Intérêts minoritaires		0	0
Total capital et réserves		6 888	6 198
Passif non courant		0	0
Provisions pour risques et charges > 1 an	2.15	702	609
Dettes financières > 1 an		2 430	2 430
Engagements financiers > 1 an		0	0
Impôts et taxes > 1 an		0	0
Impôts différés passif		0	0
Autres passifs non courants > 1 an		0	0
Total passif non courant		3 133	3 040
Provisions pour risques et charges < 1 an	2.15	108	89
Dettes financières < 1 an		21	351
Engagements financiers < 1 an		0	0
Impôts et taxes < 1 an		1 500	1 827
Autres passifs courants < 1 an	2.16	5 262	4 642
Produits constatés d'avance	2.16	4 295	3 407
Total passif courant		11 186	10 317
Total passif		21 207	19 555

1.2. Compte de résultat consolidé

Montants en milliers d'euros	Notes	30/06/2014 (6 mois)	30/06/2013 (6 mois)
Chiffre d'affaires	2.4	11 578	10 716
Achats consommés	2.5	-389	-290
Charges de personnel	2.5	-8 027	-7 728
Charges externes	2.5	-3 009	-3 173
Impôts et taxes		-318	-308
Dotation aux amortissements		-186	-208
Dotation aux provisions	2.15	-12	-88
Perte de valeur des écarts d'acquisition	2.10	0	0
Autres produits et charges d'exploitation	2.5	1 076	1 242
Résultat opérationnel courant		714	163
Autres produits et charges opérationnels	2.5	0	0
Résultat opérationnel		714	163
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		43	54
Coût de l'endettement financier brut		-2	-10
Coût de l'endettement financier net	2.6	41	44
Autres produits et charges financiers		78	-105
Charge d'impôt	2.7	-210	11
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		623	113
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0
Résultat net		623	113
. part du groupe		623	113
. intérêts minoritaires		0	0
Résultat par action (en €)	2.8		
. de base		0,11	0,02
. dilué		0,10	0,02

En milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013
Résultat net de l'ensemble consolidé	623	113
Autres éléments du résultat global		
- Pertes et profits de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangères		
RESULTAT GLOBAL TOTAL	623	113

1.3. Tableau de flux de trésorerie consolidés

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/2014 (6 mois)	30/06/2013 (6 mois)
(montants en milliers d'euros)		
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	623	113
+/- Dotations nettes aux amort. & prov. (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	297	238
-/+ Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		0
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		16
-/+ Autres produits et charges calculés	2	0
-/+ Plus et moins-values de cession		5
-/+ Profits et pertes de dilution		0
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		0
- Dividendes (titres non consolidés)		0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	922	372
+ Coût de l'endettement financier net	-41	-44
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	210	-11
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	1 091	317
- Impôts versés / reçus (B)	947	501
+/- Variation des Clients et autres débiteurs (C)	973	3 149
+/- Variation des Fournisseurs et autres créditeurs (C)	-655	-139
+/- Variation des Autres débiteurs et créditeurs (C)	897	-1 872
+ Variation des subventions	0	0
= FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (D) = (A + B + C)	3 252	1 956
- Décaissements liés aux acquisitions d'imm. corporelles et incorporelles	-393	-551
+ Encaissements liés aux cessions d'imm. corporelles et incorporelles		0
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-117	-188
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières		0
+/- Incidence des variations de périmètre		0
+ Dividendes reçus (sociétés mises en équiv., titres non consolidés)		0
+ Subventions d'investissement reçues		0
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement		0
+/- Cessions ou acquisitions d'actifs financiers courants		0
= FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	-510	-739
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		0
+ Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		-2
-/+ Rachats et reventes d'actions propres	175	8
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	-87	0
+ Variation des emprunts		0
-/+ Avances remboursables		
+ Variation des subventions		
- Intérêts financiers nets versés	3	44
+/- Autres flux liés aux opérations de financement		0
= FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (F)	91	50
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	-8	-6
= VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (D + E + F + G)	2 826	1 260
Trésorerie nette à l'ouverture	6 612	9 049
Trésorerie nette à la clôture	9 438	10 309

Au 30 juin 2014, le groupe a réalloué les variations de subventions et de CIR dans les flux d'exploitation. Dans ce cadre, les comptes consolidés résumés au 30 juin 2013 ont été corrigés pour effectuer également ce reclassement. Les postes impactés sont les suivants :

	30/06/2013 Publié	30/06/2013 Retraité	Impact du Reclassement
Variation BFR	2556	1639	-917
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'exploitation	2873	1956	-917
Impôts versés	501	0	-501
Variation des subventions	-1418	0	1418
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-867	50	917

1.4. Etat de variation des capitaux propres consolidés

en milliers d'euros	Capital social	Prime d'émission	Réserves consolidées	Titres de l'entreprise consolidante	Résultats consolidés	Ecarts de conversion	Total
Au 31 décembre 2011	341	8 890	410	-85	532	29	10 117
Résultat net de l'exercice					646		646
Autres éléments du résultat global			30				30
Total résultat global	0	0	30	0	646	0	676
Augmentation de capital de la société mère	1	14					15
Affectation du résultat de l'exercice précédent			532		-532		0
Distribution de dividendes		-4 482	-486			-29	-4 997
Acquisitions et cessions de titres de l'entreprise consolidante							0
Coût des paiements en actions				10			10
Au 31 décembre 2012	342	4 422	486	-75	646	0	5 821
Résultat net de l'exercice					113		113
Autres éléments du résultat global							0
Total résultat global	0	0	0	0	113	0	113
Augmentation de capital de la société mère							0
Affectation du résultat de l'exercice précédent			646		-646		0
Distribution de dividendes							0
Acquisitions et cession de titres de l'entreprise consolidante					23		23
Coût des paiements en actions				21			21
Au 30 juin 2013	342	4 422	1 132	-31	113	0	5 978
en milliers d'euros	Capital social	Prime d'émission	Réserves consolidées	Titres de l'entreprise consolidante	Résultats consolidés	Ecarts de conversion	Total
Au 31 décembre 2012	342	4 422	486	-75	646	0	5 821
Résultat net de l'exercice					457		457
Autres éléments du résultat global							0
Total résultat global	0	0	0	0	457	0	457
Augmentation de capital de la société mère							0
Affectation du résultat de l'exercice précédent			646		-646		0
Acquisitions et cessions de titres de l'entreprise consolidante			155	-340			-185
Autres variations			59				59
Coût des paiements en actions			46				46
Au 31 décembre 2013	342	4 422	1 392	-415	457	0	6 198
Résultat net de l'exercice					623		623
Autres éléments du résultat global							0
Total résultat global	0	0	0	0	623	0	623
Augmentation de capital de la société mère							0
Affectation du résultat de l'exercice précédent			457		-457		0
Acquisitions et cessions de titres de l'entreprise consolidante			-166	318			152
Distribution de dividendes			-87				-87
Autres variations							0
Coût des paiements en actions			2				2
Au 30 juin 2014	342	4 422	1 598	-97	623	0	6 888

2. Annexe aux comptes consolidés

2.1. Informations relatives à l'entreprise

En date du 9 octobre 2014, le conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de ITESOFT SA, pour la période intermédiaire close le 30 juin 2014. ITESOFT SA est une société anonyme immatriculée en France et cotée sur l'Eurolist d'Euronext Paris.

ITESOFT et ses filiales (le "Groupe") sont éditeurs et intégrateurs de logiciels de traitement automatique de documents.

2.2. Contexte de la Publication

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne, et en application du règlement n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le parlement européen et le conseil européen, les états financiers consolidés du groupe ITESOFT sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union Européenne à la date de préparation de ces états financiers.

Ces comptes semestriels résumés ainsi que les informations comparatives fournies dans le présent document ont été préparés sur la base des règles de reconnaissance, d'évaluation et de présentation du référentiel IFRS en application des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2014.

2.3. Méthodes comptables significatives

Les méthodes et les règles d'établissement des comptes consolidés résumés sont identiques à celles des comptes annuels.

Les comptes consolidés semestriels du groupe ITESOFT au 30 juin 2014 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du groupe ITESOFT, pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2014 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Ils sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les normes IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes ci-après.

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB.

Pour établir ses comptes, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le Groupe revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les principaux postes faisant l'objet d'estimations de la direction sont les écarts d'acquisition, les provisions et les impôts différés.

Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés du groupe ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente estimés à leur juste valeur. Les états financiers consolidés sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000), sauf indication contraire.

Interprétation et amendements aux normes publiées entrant en vigueur en 2014

Les normes, amendements et interprétations suivants sont d'application obligatoire pour l'exercice ouvert au 1er janvier 2014 :

- IFRS 10 et ses amendements – Etats financiers consolidés
- IFRS 11 et ses amendements – Partenariats
- IFRS 12 et ses amendements – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- IAS 28 – Participation dans les entreprises associées
- Amendements à IAS 32 – Compensations d'actifs financiers et de passifs financiers
- Amendements à IAS 36 – Information à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers
- Amendement à IAS 39 – Novations de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture

L'application de ces normes, amendements et interprétations n'ont pas eu d'impact sur les comptes consolidés du groupe ITESOFT.

Normes, interprétations et amendements aux normes déjà publiées, non encore entrées en vigueur

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 30 juin 2014, le groupe ITESOFT a décidé de ne pas appliquer par anticipation :

- IFRIC 21 – Droits ou taxes

En outre, le groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2014:

- IFRS 9 – Instruments financiers – Classement et évaluation ;
- Amendements à IAS 19 – Avantage au personnel – contribution des salariés,
- Améliorations annuelles – cycle 2010- 2012,
- Améliorations annuelles – cycle 2011-2013,
- IFRS 15 – Comptabilisation des produits,
- Amendement à IFRS 11 – Acquisition d'intérêt dans une entreprise commune,
- Amendement à IAS 16 / IAS 38 – Clarifications sur les modes d'amortissement et dépréciation acceptables.

Le processus de détermination par ITESOFT des impacts potentiels sur les comptes consolidés du groupe est en cours. ITESOFT n'anticipe pas, à ce stade de l'analyse, d'impact significatif sur ses comptes consolidés.

Concernant la norme IAS 27 Révisée, cette norme n'est pas applicable dans la mesure où la publication des états financiers individuels n'est pas autorisée en France

Conformité aux normes comptables

Les états financiers consolidés du Groupe ITESOFT et de ses filiales ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de ITESOFT SA et de ses filiales. Les états financiers des filiales sont préparés pour le même exercice que la société mère en utilisant les mêmes méthodes comptables. Des ajustements ont été apportés pour harmoniser les différences de méthodes comptables pouvant exister.

Tous les soldes et transactions intra groupe, y compris les résultats internes provenant de transaction intra groupe, sont totalement éliminés.

Les filiales sont consolidées à partir du moment où le Groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe.

Comptes intermédiaires

Reconnaissance de revenu et Saisonnalité de l'activité

Les chiffres d'affaires et résultats opérationnels intermédiaires sont caractérisés par une saisonnalité liée à un haut niveau d'activité sur le dernier trimestre de l'année civile et plus particulièrement au mois de décembre. Ce phénomène est d'amplitude variable selon les années. Conformément aux principes comptables IFRS, le chiffre d'affaires est reconnu dans les mêmes conditions qu'à la clôture annuelle, soit sur sa période de réalisation.

Impôts sur les bénéfices

Au 30 juin 2014, la charge d'impôt a été calculée à partir d'une estimation du taux effectif moyen d'impôt au 31/12/14. Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils seront récupérés au cours des années ultérieures.

Charges de personnel

Au 30 juin, ont été constatées en charge les primes et commissions de fin d'année pour la fraction rattachable à la période écoulée, ou au prorata temporis pour les montants annuels probables au regard de la pratique passée.

Les congés payés ont également été constatés en charge, sur la base des droits acquis à la fin de la période. Les quotes-parts de participation et d'intéressement imputables au semestre, pour la maison mère française, ont été calculées à partir des chiffres réels des comptes du semestre, de la même façon qu'à la clôture de l'exercice.

2.4. Chiffre d'affaires

en milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013
Licences	2 553	2 203
Maintenance	4 297	4 371
Prestations	3 745	3 481
Négoce matériel	115	94
Activité Yooz	868	567
Total	11 578	10 716

2.5. Produits et charges

Achats consommés

en milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013
Achats de matériel pour revente	49	96
Achats de licences externes	217	77
Achats de maintenance et prestations sous-traitées	122	117
Autres achats		
Total	389	290

La maintenance sous-traitée correspond essentiellement à de la maintenance matériel.

Frais de personnel

en milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013
Charges salariales	5 634	5 398
Participation / Intéressement	35	
Charges sociales	2 355	2 330
Retraites		
Avantages postérieurs à l'emploi autres que les retraites		
Charges liées aux paiements en actions	2	
Total	8 027	7 728

Autres produits et autres charges

en milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013
Autres produits		
Produits divers de gestion	91	186
Subventions	487	816
Crédits d'impôts	541	427
Produits résultant des cessions d'immo. corporelles		
Total autres produits	1 119	1 430
Autres charges		
Charges résultant des cessions d'immo. corporelles	0	-5
Autres	-43	-183
Total autres charges	-43	-188
Total autres produits et autres charges	1 076	1 242

Les subventions de 487 K€ concernent l'aide aux programmes de R&D.

2.6. Coût de l'endettement financier net

en milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013
Charges financières		
Emprunts et découverts bancaires	-2	-10
Charges financières au titre des contrats de location financement		0
Total charges financières	-2	-10
Intérêts et plus values relatifs aux disponibilités et VMP	43	54
Total produits financiers	43	54
Coût de l'endettement financier net	41	44

2.7. Impôts sur le résultat

Ventilation de la charge d'impôt

en milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013
Impôt courant	-206	0
Impôt différé	-4	11
Total impôt sur les résultats	-210	11

Ventilation des impôts différés

(en milliers d'euros)	30/06/2014
Impôts différés sur différences fiscales temporaires	
France	0
Total impôt différé passif	0
Impôts différés sur différences fiscales temporaires	
France	281
Total impôt différé actif	281

Preuve d'impôt

	30/06/2014
Résultat taxable	909
Taux d'impôt théorique	33.33%
Impôt théorique	- 303
Effet sur l'impôt théorique	
Différences permanentes	- 12
Déficits fiscaux non activés au taux pays	- 75
Ecart de taux France/autres	22
Crédit d'impôts	180
Autres	- 18
Charge effective d'impôt	- 206
Taux effectif d'impôt	22.62%

2.8. Résultats par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice ajusté des effets des options dilutives.

Sont présentés ci-dessous, les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action pour l'ensemble des activités.

	30/06/2014	30/06/2013
Résultat net attribuable aux actionnaires de l'entité mère (en k€)	623	113
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat de base par action	5 696 390	5 696 390
Effet de la dilution :	55 000	352 000
. Dont actions gratuites	25 000	25 000
. dont options d'achat ou de souscription d'actions (stock-options)	30 000	327 000
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat dilué par action	5 751 390	6 048 390

Les actions ordinaires auto-détenues par le Groupe au 30/06/14 s'élevaient à 3.840 contre 119.199 au 30/06/13. Le nombre d'options de souscription ou d'achat non exercées au 30/06/14 et au 30/06/13, s'élevait respectivement à 30.000 et 327.000 options.

2.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2014			31/12/2013		
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Brut	Amortissements et provisions	Net
Ecarts d'acquisition	2 381	1 528	853	2 381	1 528	853
Immo en cours	453	0	453	167	0	167
Logiciels	924	846	78	906	810	96
Total	3 758	2 374	1 384	3 454	2 338	1 116

La variation des immobilisations incorporelles brutes est la suivante :

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/13	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	Effet de variation des taux de change	Solde au 30/06/14
Ecarts d'acquisition	2 381	0	0	0	0	2 381
Immo en cours	167	0	285	0	0	453
Logiciels	906	0	18	0	0	924
Total	3 454	0	303	0	0	3 758

La variation des amortissements et provisions des immobilisations incorporelles est la suivante :

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/13	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Virement de poste à poste	Effet de var. des taux de change	Solde au 30/06/14
Provisions des Ecarts d'acquisition	1 528	0	0	0	0	0	1 528
Amortissement des Logiciels	810	0	36	0	0	0	846
Total	2 338	0	36	0	0	0	2 374

Les logiciels sont amortis sur 12 à 24 mois, de façon linéaire. Leur durée d'utilité est variable, généralement comprise entre 1 et 3 ans.

2.10. Goodwill

(en milliers d'euros)	UGT Royaume- Uni	UGT Allemagne	UGT ITESOFT ALMAS	Total Goodwill
Valeur nette au 30/06/2013	976	0	202	1 178
Variation de périmètre	0	0	0	0
Acquisitions	0	0	0	0
Cessions	0	0	0	0
Perte de valeur	-325	0	0	-325
Valeur nette au 31/12/2013	651	0	202	853
Variation de périmètre	0	0	0	0
Acquisitions	0	0	0	0
Cessions	0	0	0	0
Perte de valeur	0	0	0	0
Valeur nette au 30/06/2014	651	0	202	853

Test de perte de valeur du goodwill

Depuis le 01/01/2004, le goodwill n'est plus amorti mais est testé chaque année.

Aucun test de dépréciation n'a été effectué au 30 juin mais il est donné pour rappel la sensibilité du goodwill au 31 décembre 2013

Le goodwill acquis lors des regroupements d'entreprises a été alloué à trois unités génératrices de trésorerie pour les besoins des tests de la façon suivante :

- unité génératrice de trésorerie Royaume-Uni (ITESOFT UK Ltd)
- unité génératrice de trésorerie Allemagne (ITESOFT Deutschland GmbH)
- unité génératrice de trésorerie ITESOFT ALMAS SAS

Unité génératrice de trésorerie Royaume-Uni

La valeur recouvrable de cette unité a été calculée à partir de la valeur d'utilité. Dans ce calcul, les prévisions de flux de trésorerie reposent sur les budgets financiers approuvés par la direction sur une période de cinq ans. Le taux d'actualisation appliqué à ces prévisions est de 11,1% (2011: 12,6%). Pour les flux au-delà de cinq ans, une extrapolation est faite en utilisant un taux croissance à l'infini de 2%, correspondant au taux de croissance à long terme estimé.

Les principales hypothèses sont un taux de croissance annuel moyen du chiffre d'affaires de 13% pendant 5 ans avec l'atteinte en fin de période d'une marge d'excédent brut d'exploitation (résultat opérationnel avant amortissements) de 7.2% pour tenir compte de la contribution de la filiale au résultat de la société mère.

Analyse de sensibilité du calcul de la valeur du goodwill :

- Une variation en plus ou en moins de 1% du taux d'actualisation aurait un impact sur la valeur du goodwill de - 110 k€ / +148 k€.
- Une variation en plus ou en moins de 1% du taux de croissance à l'infini aurait un impact sur la valeur du goodwill de +135 k€ / -109 k€.
- Une variation en plus ou en moins de 1% du taux de marge d'excédent brut d'exploitation atteint au-delà des 5 ans aurait un impact sur la valeur du goodwill de +228 k€ / -229 k€.

Compte tenu des actions marketing mises en œuvre au cours de l'exercice 2013, le groupe ITESOFT est confiant quant au développement de la filiale UK sur son marché

Unité génératrice de trésorerie Allemagne

Au 31 décembre 2011, la valorisation négative de la filiale a conduit à déprécier en totalité, soit 162 k€, le goodwill de ITESOFT DE dans les comptes du groupe.

Unité génératrice de trésorerie ITESOFT ALMAS SAS

Suite à la Transmission Universelle de Patrimoine effectuée en janvier 2006, cette unité a disparu et a été remontée dans l'unité de niveau supérieur, à savoir ITESOFT SA.

De ce fait, la valeur et l'existence du goodwill ont été suivis jusqu'en 2009 de façon indépendante au travers d'un indicateur complémentaire qui était le chiffre d'affaires du logiciel Ispid et des prestations et matériels associés.

Depuis 2010, la valeur recouvrable de cette unité est calculée à partir de la valeur d'utilité. Dans ce calcul, les prévisions de flux de trésorerie reposent sur les budgets financiers approuvés par la direction sur une période de cinq ans. Le taux d'actualisation appliqué à ces prévisions est de 11.1%. Pour les flux au-delà de cinq ans, une extrapolation est faite en utilisant un taux croissance à l'infini de 2%, correspondant au taux de croissance à long terme estimé.

Les principales hypothèses sont un taux de décroissance annuel moyen du chiffre d'affaires de -20% pendant 5 ans avec l'atteinte en fin de période d'une marge d'excédent brut d'exploitation (résultat opérationnel avant amortissements) de 90%.

Analyse de sensibilité du calcul de la valeur du goodwill :

- Une variation en plus ou en moins de 1% du taux d'actualisation aurait un impact sur la valeur du goodwill de -115 k€ / +142 k€.
- Une variation en plus ou en moins de 1% du taux de croissance à l'infini aurait un impact sur la valeur du goodwill de +90 k€ / -72 k€.
- Une variation en plus ou en moins de 1% du taux de marge d'excédent brut d'exploitation atteint au-delà des 5 ans aurait un impact sur la valeur du goodwill de +8 k€ / -8k€.

Aucune des variations à la baisse calculées ci-dessus n'amènerait de dépréciation de la valeur du goodwill dans les comptes.

Une diminution supérieure à 140 points du taux de marge d'excédent brut d'exploitation atteint au-delà des 5 ans aurait un impact sur la valeur du goodwill dans les comptes.

2.11. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2014			31/12/2013		
	Brut	Amortissements	Net	Brut	Amortissements	Net
Constructions, agencements et installations	678	287	392	660	262	398
Matériel de transport	0	0	0	0	0	0
Mat. de bureau et informatique, mobilier	2 238	1 718	520	2 165	1 579	587
Total	2 916	2 004	912	2 826	1 841	985

La variation des immobilisations corporelles brutes est la suivante :

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/13	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	Effet de variation des taux de change	Solde au 30/06/14
Constructions, agencements et installations	660	0	18	0	0	678
Matériel de transport	0	0	0	0	0	0
Mat. de bureau et informatique, mobilier	2 165	0	72	0	0	2 237
Total	2 825	0	90	0	0	2 915

La variation des amortissements des immobilisations corporelles est la suivante :

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/13	Variation de périmètre	Augmentations	Cessions	Variation des taux de change	Solde au 30/06/14
Amort. des constructions, agts et installations	262	0	25	0	0	287
Amort. des mat. de bureau et informatique, mobilier	1 578	0	138	0	0	1 717
Total	1 840	0	163	0	0	2 004

2.12. Avantages du personnel

Plan de stock-options

Le Groupe a mis en place un plan d'intéressement des salariés au capital prévoyant l'attribution à certains salariés d'options non transférables.

Pour les options attribuées jusqu'au 23/05/2005 aux salariés français, les options pourront être exercées au plus tard 7 ans après leur date d'attribution et au plus tôt :

- à hauteur de 10 % à partir de la fin de la 1ère année suivant la date d'attribution
- à hauteur cumulée de 40 % à partir de la fin de la 2ème année suivant la date d'attribution
- à hauteur cumulée de 70 % à partir de la fin de la 3ème année suivant la date d'attribution
- à hauteur cumulée de 100 % à partir de la fin de la 4ème année suivant la date d'attribution.

Les actions résultant de l'exercice des options sont incessibles pendant le délai d'indisponibilité légal (4 ans à ce jour).

Le conseil d'administration du 23 mai 2005 a revu le Règlement du plan en modifiant certains éléments, essentiellement l'échéance finale des options, et clarifié la période de début d'exercice au regard de la période d'indisponibilité fiscale, pour ce qui concerne les salariés français :

Les stock-options attribuées à compter du 23 mai 2005 pourront être exercées au plus tard 6 ans après leur date d'attribution et au plus tôt :

- à hauteur de 70% à partir de la fin de la troisième année suivant la date d'attribution,
- à hauteur cumulée de 100% à partir de la fin de la quatrième année suivant la date d'attribution.

Toutefois, pour les salariés français, et pour les salariés étrangers qui seraient concernés par une réglementation similaire, les stocks options ne pourront être exercés avant la fin de la période d'indisponibilité fiscale. Cette période étant actuellement fixée à 4 ans, les salariés français pourront exercer les options à hauteur de 100% à partir de la fin de la quatrième année suivant la date d'attribution.

Pour les salariés anglais et allemands, les options pourront être exercées au plus tard 7 ans après leur date d'attribution (6 ans pour les attributions depuis le 23 mai 2005) et au plus tôt :

- à hauteur de 70 % à partir de la fin de la 3ème année suivant la date d'attribution
- à hauteur cumulée de 100 % à partir de la fin de la 4ème année suivant la date d'attribution.

En cas de départ des salariés alors que les options n'ont pas encore été exercées, celles-ci sont alors annulées. Ces options sont payées en instruments de capitaux propres lorsqu'elles sont exercées.

Au 30 juin 2014, les options en circulation émises portaient sur un total de 30.000 actions se décomposant comme suit :

Date du conseil d'administration	27-avr-11	16-avr-14
Date d'assemblée générale mixte	16/05/2008	04/05/2012
Nombre de personnes concernées	2 salariés France	2 salariés France
<i>Dont mandataires sociaux</i>	0	0
Nombre d'options de souscription attribuées	20.000	20.000
<i>Dont mandataires sociaux, P. Lijour</i>	0	0
<i>Dont mandataires sociaux, J.-M. Pédréno</i>	0	0
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	20.000	20.000
Point de départ d'exercice des options	27-avr-11	16-avr-14
Date d'expiration de l'exercice des options	26-avr-17	26-avr-20
Prix de souscription par action	2,38 €	3,20 €
Nombre d'actions souscrites durant l'exercice		
Options annulées durant l'exercice		
	10 000	
Options en vigueur au 31/12/14	10 000	20 000

Depuis le 30/06/14 :

- aucune nouvelle option n'a été attribuée,
- et aucune option n'a été exercée.

La juste valeur du plan est estimée à la date d'attribution au moyen du modèle Black & Scholes. Le tableau suivant donne les hypothèses retenues pour les options en vigueur :

	attribution du 27/04/11	attribution du 16/04/14
Rendement des dividendes (%)	0,00%	0,00%
Volatilité prévue (%)	24,00%	24,00%
Taux d'interet sans risque (%)	3,65%	1,61%
Durée de vie attendue des options (années)	5	5
Prix moyen pondéré d'une action (€)	2,38 €	3,16 €
Probabilité de perte des options suite à départ (%)	50,00%	21,00%
Juste valeur par option (€)	0,60 €	0,70 €
Juste valeur du plan (€)	6 000 €	11 060 €

La durée de vie attendue des options, se fonde sur des hypothèses de comportement futur des bénéficiaires et n'est pas forcément indicative des exercices d'options qui peuvent survenir.

La volatilité attendue se base sur la volatilité historique à la date d'attribution d'un échantillon de sociétés informatiques cotées sur l'Eurolist d'Euronext Paris, dans la mesure où cette volatilité a été jugée plus pertinente que la volatilité historique constatée sur le titre ITESOFT, et n'indique pas forcément non plus ce qui va se passer à l'avenir.

La probabilité de perte des options se fonde sur des données historiques.

Aucune autre caractéristique des attributions d'options n'a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Plan d'actions gratuites

Le Groupe a également mis en place un plan d'intéressement des salariés au capital prévoyant l'attribution à certains salariés d'actions gratuites.

L'Assemblée Générale Mixte du 31 mai 2010 a autorisé le Conseil d'Administration, pour une durée de 38 mois à compter de la date de l'assemblée, à procéder, en une ou plusieurs fois, à certains salariés ou mandataires sociaux exerçant leurs fonctions ou mandats soit dans la Société soit dans une de ses filiales françaises ou étrangères et dans les limites de détention fixées par la loi à des attributions gratuites d'actions à émettre de la Société dans la limite d'un nombre total maximum de 104.000 actions gratuites.

L'attribution des Actions Gratuites à leurs bénéficiaires considérés comme résidents français est définitive au terme d'une période d'acquisition minimale de 2 ans, pendant laquelle les bénéficiaires doivent rester au service du Groupe, la durée minimale de l'obligation de conservation des actions par les bénéficiaires étant fixée à 2 ans.

L'attribution des Actions Gratuites à leurs bénéficiaires qui ne sont pas considérés comme résidents français est définitive au terme d'une période d'acquisition minimale de 4 ans, pendant laquelle les bénéficiaires doivent rester au service du Groupe, la durée minimale de l'obligation de conservation des actions par les bénéficiaires étant dans ce cas supprimée.

L'assemblée a autorisé le Conseil d'Administration à réaliser le cas échéant une ou plusieurs augmentations de capital par incorporation de primes, réserves ou bénéfices pour procéder à l'émission d'Actions Gratuites.

L'Assemblée Générale Mixte du 4 mai 2012 a autorisé, selon les mêmes conditions, à procéder à des attributions gratuites d'actions émises ou à émettre, dans la limite de 100.000 actions.

L'Assemblée Générale Mixte du 31 mai 2013 a autorisé, selon les mêmes conditions, à procéder à des attributions gratuites d'actions émises ou à émettre, dans la limite de 150.000 actions.

L'Assemblée Générale Mixte du 2 juin 2014 a autorisé, selon les mêmes conditions, à procéder à des attributions gratuites d'actions émises ou à émettre, dans la limite de 200.000 actions.

Usant de l'autorisation de l'assemblée du 17 juin 2009, le Conseil d'Administration du 27 mars 2012 a attribué 50.000 actions gratuites, toutes en faveur d'un mandataire social (P. LIJOUR). La période d'acquisition de ces actions gratuites s'est terminée le 27 mars 2014, date à laquelle le transfert de propriété interviendra vers le bénéficiaire.

Usant de l'autorisation de l'assemblée du 31 mai 2010, le Conseil d'Administration du 26 mars 2013 a attribué 50.000 actions gratuites sous conditions d'atteintes de performances, toutes en faveur d'un mandataire social (P. LIJOUR). Au 31 décembre 2013, 25.000 actions gratuites remplissaient ces conditions. La période d'acquisition de ces actions gratuites sera terminée le 26 mars 2015, date à laquelle le transfert de propriété interviendra vers le bénéficiaire.

Selon IFRS2, l'impact des plans de stock-options et d'actions gratuites est comptabilisé en charge de personnel (détaillé au §2.5.). La contrepartie est comptabilisée dans le poste « réserve », au sein des capitaux propres.

2.13. Trésorerie et équivalents de trésorerie, actifs financiers courants, endettement net

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Comptes à terme	3 969	4 930
SICAV et FCP	3 811	18
VMP		
Dépôts à vue	1 679	2 015
Trésorerie brute	9 459	6 963
Soldes débiteurs et concours bancaires courants	-21	-351
Trésorerie nette	9 438	6 612
Actifs financiers courants		
Comptes à terme	0	
SICAV et FCP	0	
Autres fonds	0	
VMP (actions)	0	
Total actifs financiers courants	0	
Endettement financier brut	-2 430	-2 430
Endettement financier net	7 007	4 182

L'endettement financier brut est constitué par des avances BPI pour 2.430 k€ au 30 juin 2014.

2.14. Capital émis et réserves

Date	Nature de l'opération	Montant de l'opération (brut)	Prime d'émission (brut)	Montant cumulé du capital	Valeur nominale des actions	Nombre d'actions cumulées
solde au 01/01/2014				341 783,40	0,06	5 696 390
Total au 30/06/14				341 783,40	0,06	5 696 390

La société a plusieurs plans d'options d'achat d'actions en vertu desquels des options de souscription d'actions de la société ont été accordées à certains salariés (cf 2.12).

en milliers d'actions	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
actions propres	4	119	136

2.15. Provisions

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/13	Variation de périmètre	Dotations de l'exercice	Utilisations	Reprises sans utilisation	Ecart de change	Solde au 30/06/14
Provisions pour risques	83		20				103
Provision pour pensions et obligations	608		94				702
Provisions pour charges	7			-2			5
Total provisions pour risques et charges	698	0	114	-2	0	0	810
Provisions sur immobilisations	0						0
Provisions sur stocks	10						10
Provisions sur comptes clients	603		197		-295		505
Total provisions pour dépréciation	613	0	197	0	-295	0	515
Total	1 311	0	311	-2	-295	0	1 326
Courant	703						623
Non courant	608						702
Total	1 311	0	0	0	0	0	1 326

Les provisions pour risques correspondent à des risques sociaux et fiscaux. Afin de ne pas risquer de causer de préjudices sérieux au Groupe dans des litiges l'opposant à des tiers, il n'a pas été possible de fournir plus de détails.

Du fait de la nature de ces risques, il existe des incertitudes concernant les montants ou l'échéance des sorties de ressources correspondantes.

2.16. Fournisseurs et autres créditeurs (courant)

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013	30 juin 2013
Clients avances et acomptes	183	273	254
Fournisseurs et comptes rattachés	1 271	1 045	1 057
Dettes sociales	3 546	3 164	3 305
Autres dettes diverses	262	160	2 534
Total autres dettes (courant)	5 262	4 642	7 150

Termes et conditions des passifs financiers ci-dessus :

Les dettes fournisseurs ne portent pas d'intérêts et sont payées en moyenne à 45 jours.

Les dettes sociales ne portent pas d'intérêt et ont une durée moyenne comprise entre 2 et 6 mois.

Produits constatés d'avance :

Ils correspondent aux produits relatifs aux contrats annuels de maintenance vendus aux clients qui sont constatés prorata temporis sur la durée du contrat et donnent lieu à la constatation de produits constatés d'avance à chaque clôture.

2.17. Engagements et éventualités

	30/06/2014	31/12/2013
Engagements donnés		
Avals, cautions et garanties	Néant	Néant
Nantissements au profit de nos banques	Néant	Néant
Nantissements sur l'actif immobilisé	Néant	Néant
Engagements de crédit-bail	Néant	Néant
Ventes ou achats à terme de devises	Néant	Néant
Engagements reçus		
Avals, cautions et garanties	Néant	Néant
Autres engagements reçus	Néant	Néant

2.18. Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de ITESOFT SA et les filiales énumérées dans le tableau suivant :

Société	Forme juridique	Ville	N° SIREN	Qualité	Taux de détention par la société-mère	
					Direct	Indirect
ITESOFT S.A.	S.A.	Aimargues, 30 470 France	330 265 323	Société mère	N/A	N/A
ITESOFT UK Ltd	Ltd	Farnham, GU10EH Royaume-Uni	2692814	Filiale	100%	-
ITESOFT Deutschland GmbH	GmbH	Graumannsweg 51 22087 Hamburg Allemagne	HR B 62 221	Filiale	100%	-

Toutes les sociétés consolidées le sont par intégration globale. Les pourcentages de détention sont inchangés depuis le 01/01/2005.

ITESOFT SA est l'ultime société mère du groupe.

Principales acquisitions et cessions de l'exercice :

Néant

Liste des sociétés non prises en compte dans le périmètre de consolidation :

W4 et IBISKUS ne sont pas consolidées, ITESOFT ne détenant respectivement que 6% et 6,88% du capital et n'exerçant pas d'influence notable. Les montants de ces participations, respectivement de 355 k€ et 50 k€, sont présentés sur la ligne "Autres actifs financiers non-courants" au bilan et sont provisionnées respectivement à hauteur de 269 K€ et 50 K€

2.19. Informations relatives aux parties liées

Intérêts des dirigeants dans le plan de stock-options

Messieurs LIJOUR et PEDRENO ont, chacun, exercé 15.000 et 13.000 options au cours des 6 mois écoulés. Au 30/06/2014, les dirigeants membres des organes sociaux de direction ne détiennent plus d'options d'achat d'actions ordinaires.

Intérêts des dirigeants dans le plan d'actions gratuites

Le Conseil d'Administration du 26 mars 2013 a voté l'attribution de 50.000 actions gratuites supplémentaires à P. LIJOUR sous conditions de performances. Au 30/06/2014, 25.000 actions gratuites ont été validées.

Il n'existe pas d'avantages spécifiques en matière de rémunérations différées, indemnités de départ et engagements de retraite autres que ceux indiqués aux présentes.

Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration : néant.

2.20. Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif n'est à signaler.

2.21. Information sectorielle

Les sociétés du Groupe exerçant la même activité jusqu'en 2009, l'organisation du Groupe est basée sur les zones géographiques qui correspondent au premier niveau d'information sectorielle. A compter de 2010, une nouvelle activité, l'activité « Yooz » a été lancée par le groupe qui vient compléter la segmentation stratégique du groupe.

Cette nouvelle activité, commercialisée sous le nom de « Yooz », propose une solution performante de dématérialisation des factures accessible aux PME, 100% web, en mode SaaS (Software as a Service). Cette offre est bâtie sur un modèle économique par abonnements.

Au 30/06/2014, les segments sont les suivants :

- France (hors Yooz) et ROW (reste du monde hors Allemagne et Royaume-Uni)
- Yooz
- Allemagne
- Royaume-Uni

Les prix de transfert entre les segments d'activités sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers. Les produits sectoriels, les charges sectorielles et le résultat sectoriel comprennent les transferts entre les secteurs d'activité.

Ces transferts sont éliminés en consolidation.

Les tableaux suivants présentent, pour chaque secteur d'activité du Groupe, des informations sur les produits des activités ordinaires, les résultats pour les périodes et exercices clos le 30/06/14, le 30/06/2013 et le 31/12/2013.

Période intermédiaire close le 30 juin 2014 (6 mois)	France et autres pays	Yooz	Royaume-Uni	Allemagne	Total
Produit des activités ordinaires					
Produits sectoriels (chiffre d'affaires)	10 077	868	1 085	35	12 066
. dont ventes inter-secteurs	-487				-487
Résultat					
Résultat opérationnel sectoriel	1 648	-707	-222	-6	713
Période intermédiaire close le 30 juin 2013 (6 mois)	France et autres pays	Yooz	Royaume-Uni	Allemagne	Total
Produit des activités ordinaires					
Produits sectoriels (chiffre d'affaires)	9 558	567	876	48	11 050
. dont ventes inter-secteurs	-334				-334
Résultat					
Résultat opérationnel sectoriel	1 090	-689	-228	-10	163
Exercice clos le 31 décembre 2013 (12 mois)	France et autres pays	Yooz	Royaume-Uni	Allemagne	Total
Produit des activités ordinaires					
Produits sectoriels (chiffre d'affaires)	19 185	1 215	1 734	86	22 220
. dont ventes inter-secteurs	-600				-600
Résultat					
Résultat opérationnel courant sectoriel	2 774	-1 440	-298	-10	1 026
Résultat opérationnel sectoriel	2 774	-1 440	-623	-10	701

3. Rapport semestriel d'activité

Résultats du premier semestre 2014 :

Chiffre d'affaires en hausse

En **France** (86% chiffre d'affaires FreeMind), l'activité ressort en hausse de +3,2% à 9,8 M€ contre 9.5 M€ au 1^{er} semestre 2013.

Conformément à son plan de marche, ITESOFT a enregistré au 2^{ème} trimestre 2014 un contrat majeur de sa nouvelle solution logicielle, Intelligent Capture and Process Automation (ICPA), avec l'une des premières sociétés d'assurance mutuelle en France pour un montant de plus de 500 K€ de licences.

A **l'international** (14% du chiffre d'affaires FreeMind), l'activité s'inscrit à 1,8 M€ contre 1,2 M€ au 1^{er} semestre 2013.

Yooz, la solution de dématérialisation des documents en mode SaaS à destination des PME, ETI et experts comptables, poursuit sa forte croissance en enregistrant un chiffre d'affaires 0,9 M€ sur 6 mois (+53,1%) contre 0.6 M€ au 30 1^{er} semestre 2013.

Au 30 juin 2014, Yooz affichait un parc de plus de 900 abonnés, dont plus de 100 nouveaux signés au 1^{er} semestre parmi lesquels le site de voyages en ligne VoyagesSNCF.com ou la CCI de Marseille Provence.

Principales transactions avec les parties liées : voir 2.19

Au second semestre, ITESOFT, qui n'a pas connaissance à ce jour de risques significatifs sur son activité, anticipe un montant d'affaires équivalent à celui du 1^{er} semestre ce qui devrait permettre à ITESOFT d'enregistrer un résultat sur l'exercice proche de celui de 2013.

Le groupe conserve une situation financière saine et solide. Au bilan, les capitaux propres sont de 7 M€ (contre 6.2 M€ au 31 décembre 2013) et la trésorerie nette de dettes (incluant les actifs financiers courants) de 6.7 M€ (contre 4.2 M€ au 31 décembre 2013).

4. Déclaration de la personne physique responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, en ma qualité de Directeur Général d'ITESOFT S.A., qu'à ma connaissance les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation d'ITESOFT S.A. et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Aimargues, le 9 octobre 2014,

Philippe Lijour, Directeur Général

5. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

SOFIRA AUDIT
 Parc Georges Besse II
 260, chemin Tour de l'Evêque
 30000 Nîmes
 S.A.S. au capital de € 305.000

Commissaire aux Comptes
 Membre de la compagnie
 Régionale de Nîmes

ERNST & YOUNG Audit
 1025, rue Henri Becquerel
 C.S. 39520
 34961 Montpellier Cedex 2
 S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
 Membre de la compagnie
 Régionale de Versailles

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société ITESOFT, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Nîmes et Montpellier, le 14 octobre 2014

Les Commissaires aux Comptes

SOFIRA AUDIT

Olivier Jourdanney

ERNST & YOUNG Audit

Frédérique Doineau